

Unité départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

SAINT-BARTHÉLÉMY, le 18/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMAYE GRAPHIC

ZI des Touches
96 bd Henri Becquerel - BP 2159
53000 LAVAL

Références : 2022-520_IMAYE GRAPHIC - LAVAL_INSP_RAP.odt
Code AIOT : 0006303457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement IMAYE GRAPHIC implanté ZI des Touches 96 bd Henri Becquerel - BP 2159 53000 LAVAL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMAYE GRAPHIC
- ZI des Touches 96 bd Henri Becquerel - BP 2159 53000 LAVAL
- Code AIOT : 0006303457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Oui

Les installations sont implantées sur la parcelle n°444 de la section AP du plan cadastral de la commune de Laval. La superficie totale du site est de 29 300 m² ; la superficie bâtie est de 12 634 m² et les autres surfaces imperméabilisées représentent une surface d'environ de 8 400 m² (voies de circulation et parking en enrobé).

La société IMAYE GRAPHIC a pour activité principale la production de magazines et de documents papier. Sa consommation annuelle maximale est de 90 000 t de papier et de 1 300 t d'encre. Pour cela, elle dispose des principaux équipements suivants :

- 1 groupe d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type KBA avec 1 incinérateur

- indépendant associé (capacité de 16 pages, 1,8 t/h de papier, 25 kg/h d'encre) ;
- 2 groupes d'impression (rotatives offset à séchage thermique) de type MANROLAND avec sécheur épurateur intégré (capacité 64 pages, 5,6 t/h de papier, 80 kg/h d'encre) ;
- une aspiration des chutes, rognures et poussières de papier, associée à des compacteurs et un dépoussiéreur (filtres à manches) ;
- des installations de réfrigération et de compression (groupes froid, climatisations et compresseurs) ;
- des installations de combustion (2 chaudières de 337 kW chacune fonctionnant au gaz naturel) ;
- des dépôts de papier/carton pour un volume maximal de 8 800 m³ réparti en 13 îlots d'un maximum 7 m de haut.

L'activité se déroule du dimanche 23 h au samedi 19 h. Malgré un marché en décroissance et un contexte inflationniste, l'activité industrielle se maintient via la conquête de nouveaux marchés. La situation économique de la société se redresse.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention de la pollution atmosphérique
- Mise en oeuvre des Meilleures Techniques Disponibles (MTD)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Caractéristiques des émissaires	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57	/	Sans objet
8	Autosurveillance – conditions de respect des VLE (NOx et CO)	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.5	/	Sans objet
9	Fuites d'encre - Constat de la VI du 18/02/2021	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 7.4.5 Alinéa 3	/	Sans objet
10	Rétention	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 7.4.2 Alinéa 3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Collecte des rejets atmosphériques, et évacuation par des cheminées	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.1	/	Sans objet
2	Point de mesure conforme/accessible sur chaque canalisation	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.2	/	Sans objet
3	Autosurveillance – paramètres à mesurer	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.4	/	Sans objet
4	Autosurveillance – conditions de respect des VLE (COV)	Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Stockage et manutention des matières premières (MTD)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Point 2.4	/	Sans objet
6	Surveillance des émissions dans les gaz résiduaires (MTD)	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Point 2.9.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des écarts pour lesquels l'exploitant devra engager des actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte des rejets atmosphériques, et évacuation par des cheminées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte et évacuation des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les points de rejets dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejets doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Notamment, les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente, sauf pour les extracteurs dits « KBA ».</p>
<p>Constats :</p> <p>12 émissaires sont repris au sein de l'arrêté préfectoral du 31/05/2018, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Groupe d'impression Rotative MAN1 : extracteur d'ambiance via une tourelle hélicoïde de ventilation situé au-dessus des groupes d'impression de la MAN1 et placé directement en toiture sans cheminée, - Sécheur Rotative MAN1: extracteur d'ambiance via une tourelle hélicoïde de ventilation situé au-dessus du sécheur rotative de la MAN1 et placé directement en toiture sans cheminée, - Plieuse rotative MAN1: extracteur d'ambiance via une tourelle hélicoïde de ventilation situé au-dessus de la plieuse de la MAN1 et placé directement en toiture sans cheminée, - Groupes d'impression rotative MAN2 : extracteur d'ambiance via une tourelle hélicoïde de ventilation situé au-dessus des groupes d'impression de la MAN2 et placé directement en toiture sans cheminée, - Sécheur Nouvelle rotative MAN2: extracteur d'ambiance via une tourelle hélicoïde de ventilation situé au-dessus du sécheur rotative de la MAN2 et placé directement en toiture sans cheminée, - Plieuse Nouvelle rotative MAN2: extracteur d'ambiance via une tourelle hélicoïde de ventilation situé au-dessus de la plieuse de la MAN2 et placé directement en toiture sans cheminée, - Groupe d'impression rotative KBA2 : extracteur d'ambiance situé au-dessus des groupes d'impression de la KBA2 avec un conduit rectangulaire de cheminée, - Sécheur rotative KBA2 : extracteur d'ambiance situé au-dessus du sécheur rotative de la KBA2 avec un conduit rectangulaire de cheminée, - Groupe Vernis KBA2 : extracteur d'ambiance situé au-dessus du Groupe Vernis de la KBA2 avec un conduit circulaire de cheminée, - Sécheur épurateur rotative MAN1 : Aspiration et traitement par oxydation des gaz issus du séchage du papier avec une cheminée en toiture, - Sécheur épurateur rotative MAN2: Aspiration et traitement par oxydation des gaz issus du séchage du papier avec une cheminée en toiture, - Incinérateur KBA2: Aspiration et traitement par oxydation des gaz issus du séchage du papier avec une cheminée en toiture. <p>La présence de ces émissaires a été constatée lors de la visite des installations.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été recensé la présence de trois nouveaux émissaires, à savoir deux rejets d'installations de traitement des poussières issues de l'aspiration de zones de découpe du papier et un rejet au droit de groupe Vernis pour l'évacuation de la chaleur issue des lampes de réticulation. Ces émissaires doivent être intégrés au programme de surveillance de la qualité des rejets atmosphériques du site.</p> <p>Lors de la visite des installations, il n'a pas été constaté la présence de rejet diffus nécessitant la mise en oeuvre d'une aspiration et d'un rejet en toiture.</p>

Observations : Afin de confirmer les modalités d'évacuation des rejets atmosphériques, un reportage photographique des exutoires présents en toiture devra être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Point de mesure conforme/accessible sur chaque canalisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvements d'échantillons et points de mesure
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejets d'effluents doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesures (débit, température, concentration en polluants...) soit conformes à la norme en vigueur pour les cheminées des sècheurs épurateurs des rotatives de type « MAN » et pour l'incinérateur KBA, soit les plus conformes possible pour les extracteurs en toiture ». Ces points doivent être implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc....) permettent autant que possible de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de l'APAVE NORD OUEST relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 22017895-1 du 05/10/2022 - Version 1). Le contrôle a porté sur les émissaires suivants : Groupe Rotative MAN1, Sécheur Rotative MAN1, Plieuse rotative MAN1, Groupes d'impression rotative MAN2, Sécheur Nouvelle rotative MAN2, Plieuse Nouvelle rotative MAN2, Groupe d'impression rotative KBA2, Sécheur rotative KBA2, Groupe Vernis KBA2, Sécheur épurateur rotative MAN1, Sécheur épurateur rotative MAN2, Incinérateur KBA2 et Dépoussiéreur 1; soit 13 émissaires.</p> <p>Par courriel du 11/10/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de l'APAVE NORD OUEST relatif à la mesure des rejets atmosphériques (N° de rapport 22018653-1 du 26/09/2022 - Version 1). Le contrôle a porté sur l'émissaire suivant : Dépoussiéreur 2.</p> <p>Afin de garantir la représentativité de la mesure, la norme NF EN ISO 16911-1 (Émissions de sources fixes - Détermination manuelle et automatique de la vitesse et du débit-volume d'écoulement dans les conduits) doit être appliquée. Le rapport de contrôle met en évidence que la section de mesure n'est pas conforme à la norme pour l'ensemble des émissaires, excepté pour le Groupe Vernis KBA2 et l'incinérateur KBA2. Toutefois, le rapport mentionne que pour chacun des conduits, la section est réputée homogène et que cela n'a pas d'incidence sur le jugement de la conformité du rejet. D'autres écarts aux référentiels normatifs sont recensés mais ils n'ont pas d'influence sur les mesures.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Autosurveillance – paramètres à mesurer

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fait effectuer au moins une fois par an, par un organisme agréé par le Ministère de l'environnement (selon les méthodes normalisées en vigueur), une mesure des flux et des concentrations en COV (avec répartition méthane – non-méthane) de chacun des rejets. La liste des points de rejet à surveiller est donnée en annexe au présent arrêté. Les concentrations de composées organiques volatils sont exprimées en milligrammes équivalent carbone par normaux mètres cubes de COV non méthaniques.
Constats : Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de l'APAVE NORD OUEST relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 22017895-1 du 05/10/2022 - Version 1). L'ensemble des 12 émissaires listés dans l'arrêté préfectoral a fait l'objet d'un contrôle de la qualité des rejets. Les paramètres prescrits ont été mesurés. L'exploitant respecte la fréquence de surveillance définie par les dispositions de l'arrêté préfectoral. L'APAVE NORD-OUEST est agréée par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires via l'arrêté ministériel du 16 juin 2022 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Les mesures ont été réalisées conformément aux méthodes normalisées définies par l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir : <ul style="list-style-type: none">- NF EN 15058 pour le CO- NF EN 126-19 pour les COVtotaux- NF EN 14792 pour les Nox- NF EN 13284-1 pour les poussières totales Suite à la publication de l'arrêté ministériel du 03 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670, la surveillance de la qualité des rejets atmosphériques devra s'effectuer sur le paramètre COVT et non plus en COVnm. Cette disposition sera applicable à compter du 09/12/2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance – conditions de respect des VLE (COV)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets des 2 cheminées des sécheurs épurateurs des rotatives de type MANROLLAND, respectent les valeurs limites suivantes : 4 mg/Nm ³ de carbone total pour les COV non méthaniques. Les rejets de la cheminée de l'incinérateur extérieur dédié à la rotative KBA respectent les valeurs limites suivantes : 5 mg/Nm ³ de carbone total pour les COV non méthaniques.
Constats : Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de l'APAVE NORD OUEST relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 22017895-1 du 05/10/2022 - Version 1). Le rapport de contrôle révèle les niveaux de concentration en COVnm suivants : - Sécheur épurateur MAN1 : 3,22 mg/Nm ³ - Sécheur épurateur MAN2 : 0 mg/Nm ³ - Incinérateur KBA2 : 0,97 mg/Nm ³ Les résultats d'analyse sont conformes aux Valeurs Limites d'Emission définies par l'arrêté préfectoral du 31/05/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Stockage et manutention des matières premières (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Point 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Stockage et manutention des matières premières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant évite ou réduit les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants organiques et/ou de matières dangereuses. Il utilise les principes de bonne gestion interne à l'aide de toutes les techniques énumérées ci-dessous:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Techniques de gestion : <ol style="list-style-type: none"> (a) Etablissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements 2. Techniques de stockage <ol style="list-style-type: none"> (b) Fermeture étanche ou couverture des conteneurs et zone de stockage entourée d'une bordure de protection (c) Réduction au minimum du stockage des matières dangereuses dans les zones de production 3. Techniques de pompage et de manutention des liquides <ol style="list-style-type: none"> (d) Techniques de prévention des fuites et des déversements lors du pompage (e) Techniques de prévention des débordements lors du pompage (f) Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques (g) Mesures de rétention et/ou absorption rapide lors de la manutention de matières contenant des solvants organiques
<p>Constats :</p> <p>La société IMAYE GRAPHIC a déposé le 17 juin 2022 son dossier de réexamen. Par arrêté préfectoral du 31 mai 2018, la société IMAYE GRAPHIC est autorisée à exploiter des installations d'impression papier relevant de la rubrique n°3670 - Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF Traitement de surface utilisant des solvants) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 09 décembre 2020, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 09 décembre 2021 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement devront en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED avant le 09 décembre 2024. L'instruction du dossier de réexamen a amené l'Inspection à formuler une demande de compléments auprès de l'exploitant (courrier du 13 octobre 2022).</p> <p>Le point 2.4 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement correspond à la MTD n°5 de la Décision d'exécution 2020/2009 de la commission du 22/06/2020. Cette MTD impose la mise en œuvre de l'ensemble des techniques énumérées. Le dossier de réexamen met en évidence que ces techniques ne sont pas à ce jour totalement mises en œuvre, à savoir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - (a) Etablissement et mise en œuvre d'un plan de prévention et de contrôle des fuites et des déversements : toutes les zones exposées au risque de déversement et/ou de fuites de matières dangereuses ne sont pas matérialisées. Par ailleurs, lors de la visite des installations, il a été constaté de nombreuses fuites au droit des pompes d'alimentation en encres. Le local, très exigü et peu éclairé, ne permet pas de s'assurer, au moins visuellement du bon état de la rétention du local. L'étanchéité de la rétention doit être garantie et celle-ci doit pouvoir être contrôlée à tout moment. - (b) Fermeture étanche ou couverture des conteneurs et zone de stockage entourée d'une bordure de protection: le dossier de réexamen mentionne que cette technique est partiellement appliquée. Une mise en conformité est attendue au plus tard le 09/12/2024. - c) Réduction au minimum du stockage des matières dangereuses dans les zones de production : Technique d'ores et déjà mise en œuvre par l'exploitant. - (d) Techniques de prévention des fuites et des déversements lors du pompage : La mise en œuvre de pompes à membranes au sein de l'établissement répond à une des techniques attendues

<ul style="list-style-type: none"> - (e) Techniques de prévention des débordements lors du pompage : le dossier de réexamen mentionne que cette technique est partiellement appliquée. Des compléments sont attendus notamment sur les modalités de supervision des opérations de pompage et la mise en oeuvre d'avertisseurs sonores ou optiques - (f) Captage des vapeurs de COV lors de la livraison des matières contenant des solvants organiques : non concerné. - (g) Mesures de rétention et/ou absorption rapide lors de la manutention de matières contenant des solvants organiques : Technique d'ores et déjà mise en oeuvre par l'exploitant. <p>Pour rappel, ces dispositions sont applicables à compter du 09/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Surveillance des émissions dans les gaz résiduels (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe I - Point 2.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans les gaz résiduels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>(3) Pour le traitement thermique des effluents gazeux, la température dans la chambre de combustion est mesurée en continu. Un système d'alarme est associé à cette surveillance, pour les cas où les températures sortent de la fenêtre de température optimale.</p>
<p>Constats : Le point 2.9.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement correspond à la MTD n°11 de la Décision d'exécution 2020/2009 de la commission du 22/06/2020. Cette MTD impose la mise en oeuvre de l'ensemble des techniques énumérées.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'un suivi de la température est réalisé au droit de chacune des trois chambres de combustion et qu'un système d'alarme est présent. Ces éléments devront être présentés dans les compléments du dossier de réexamen.</p> <p>Pour rappel, ces dispositions sont applicables à compter du 09/12/2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Caractéristiques des émissaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 57
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m ³ /h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m ³ /h.
Constats : Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de l'APAVE NORD OUEST relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 22017895-1 du 05/10/2022 - Version 1). La vérification du respect de la vitesse d'éjection des fumées a été réalisée sur les émissaires au chacun des trois oxydateurs thermiques. Le rapport de contrôle révèle les vitesses d'éjection suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Sécheur épurateur MAN1 : 4 m/s- Sécheur épurateur MAN2 : 13 m/s- Incinérateur KBA2 : 1,5 m/s Les vitesses d'éjection du Sécheur épurateur MAN1 et Incinérateur KBA2 ne sont pas conformes.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance – conditions de respect des VLE (NOx et CO)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 3.5.5
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les rejets des 2 cheminées des sècheurs épurateurs des rotatives de type MANROLLAND et de l'incinérateur extérieur dédié à la rotative KBA, respectent les valeurs limites suivantes : - 100 mg/Nm ³ pour les NOx - 100 mg/Nm ³ pour le CO
Constats : Par courriel du 06/10/2022, l'exploitant a transmis le rapport d'essais de l'APAVE NORD OUEST relatif à la mesure des rejets atmosphériques du site Imaye Graphic à Laval (N° de rapport 22017895-1 du 05/10/2022 - Version 1). Le rapport de contrôle révèle les niveaux de concentration NOx et CO suivants : - Sécheur épurateur MAN1 : 130 mg/Nm ³ en CO et 54 mg/Nm ³ en Nox - Sécheur épurateur MAN2 : 110 mg/Nm ³ en CO et 56 mg/Nm ³ en Nox - Incinérateur KBA2 : 0 mg/Nm ³ en CO et 0,4 mg/Nm ³ en Nox Les résultats d'analyse ne sont pas conformes pour le paramètre CO au sein des deux sècheurs épurateur MAN. Par courriel du 18 mars 2022, la société IMAYE GRAPHIC a transmis le rapport d'intervention de la société MEGTEC System au sein du sécheur épurateur de la MAN2. La réduction de la concentration en CO a été permis via une augmentation de la température de la chambre à 790°C. Toutefois, cette modification n'a pas permis d'atteindre la conformité réglementaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Fuites d'encre - Constat de la VI du 18/02/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 7.4.5 Alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.
Constats : Rappel du constat de la VI du 18/02/2021: " <i>Lors de la visite des installations, il a été constaté de nombreuses fuites au droit des pompes d'alimentation en encres. Le local, très exigü et peu éclairé, ne permet pas de s'assurer, au moins visuellement du bon état de la rétention du local. L'étanchéité de la rétention doit être garantie et celle-ci doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</i> " Suite aux précédents constats de la VI du 18/02/2021, l'exploitant déclare qu'il a augmenté les fréquences de maintenances des pompes. D'après l'exploitant, le problème est lié à la forte viscosité des encres qui impose des pressions fortes pour les faire circuler. La visite des installations, et notamment de ce local, met en évidence que les constats de la précédente visite d'inspection restent d'actualité. L'exploitant devra proposer un plan d'action et un échéancier de mise en conformité pour assurer le retour à la conformité réglementaire.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/05/2018, article 7.4.2 Alinéa 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts sauf pour les lubrifiants ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas, 800 l minimum ou la capacité totale des récipients si elle est inférieure.
Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de bidons et de pots d'encre (capacité unitaire inférieure à 25 litres) sans rétention au sein du bâtiment de production. Ce stockage est situé en mezzanine, sur un plancher grillagé.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet